

en est un de surproduction, nous disent les savants spécialistes du gouvernement. Dans les provinces Maritimes, il existe encore des surplus. Comment se fait-il qu'au moment où il y a au Canada des excédents de toutes sortes, la pauvreté augmente, le coût de la vie continue à augmenter, et le chômage s'accroît?

Monsieur le président, pour bien comprendre la nécessité d'augmenter la pension de sécurité de la vieillesse à un niveau raisonnable, selon le coût de la vie, il faut tenir compte de plusieurs facteurs. Il est un fait dont j'aimerais bien parler, afin qu'on comprenne bien l'importance d'augmenter les pensions de vieillesse.

Le Canada tire ses richesses de quatre grandes sources: le sol, le sous-sol, les forêts et les eaux. Notre sous-sol est tellement riche, monsieur le président, qu'il serait plus rapide d'énumérer les minerais que nous n'y trouvons pas que ceux que nous y trouvons. Le problème n'existe donc pas là.

Notre sol est tellement riche que, comme je le disais précédemment, il existe de nombreux surplus dans l'Ouest, dans l'Est, dans les provinces Maritimes et dans les provinces du centre du Canada. Il existe des surplus de blé, de lait, de poisson, etc.

Nos forêts sont tellement riches qu'on pourrait les classer en deux grandes catégories: les bois durs et les bois mous. Le problème existe peut-être là. Il existe tellement de bois mou, monsieur le président, que nous ne savons qu'en faire. Les principales usines, dans ce domaine, ferment leurs portes et mettent des travailleurs à pied. Le problème n'existe donc pas là, puisqu'il existe trop de bois mou. Qu'en est-il du bois dur? Nous en avons tellement que, depuis 99 ans, nous n'avons pas eu le courage d'assurer la repousse des forêts. Nous en avons tellement que nous l'avons donné aux Américains, aux étrangers, en vertu de baux emphytéotiques de 99 ans. Par conséquent, le problème ne réside pas là non plus. Où existe-t-il donc, s'il existe tant de richesses? Dans nos océans, dans nos pêcheries? Eh bien, si on écoute le ministre, si on étudie les statistiques gouvernementales, on s'apercevra que là encore, il existe des surplus.

Au Danemark, un tout petit pays possédant un très haut niveau de vie, du moins favorablement comparable au nôtre, on ne vit que grâce à une seule ressource: le sous-sol. Nous, par contre, nous disposons d'au moins quatre grandes catégories de ressources.

Le Japon est devenu la troisième force commerciale au monde, avec une population de 122 millions d'habitants vivant dans 12 petites villes de rien! Et nous, au Canada, avec un des plus vastes pays du monde, qui regorge de richesses à tel point qu'on ne sait quoi en faire, et une population de 22 millions d'habitants seulement, nous tolérons la présence d'environ 1 million de chômeurs.

• (1640)

Nous tolérons que trois familles sur cinq croupissent dans la pauvreté, si l'on en croit les conclusions du rapport Croll sur la pauvreté.

Nous venons de mettre en œuvre une réforme fiscale qui établit le seuil de la pauvreté à \$3,000. Dans le même temps, on n'assure pas \$3,000 par année aux vieillards afin qu'ils puissent vivre. Si, d'une part, on reconnaît que le seuil de la pauvreté se situe à \$3,000, qu'on permette au moins aux vieillards de toucher ce strict minimum. J'ai presque honte de faire une telle demande. Cela ne régle-

rait pas le problème de ces gens-là, mais au moins ils verraient leur pension actuelle presque doublée.

Monsieur le président, nous devons cesser de gaspiller nos richesses, de leurrer les citoyens en leur parlant de création d'emplois. Selon la brochure *Où va l'argent de vos impôts?*, on engouffre des millions pour créer des emplois. C'est la manie de la création des emplois. Et au même temps où le gouvernement nous dit: Créons des emplois, ou il accorde des subventions pour créer des emplois, ou il dit: Nous avons trop de blé; établissons des contingentements. Nous avons trop de produits dans l'Est, établissons des plafonds. Au fait, on a trop de tout. Voilà pourquoi il y a tant de choses sur les rayons des magasins. Tout en investissant des millions pour créer des emplois, le gouvernement dit aux gens: Crevez de faim, car il y a trop de produits.

Monsieur le président, cela veut dire que le problème n'est pas ailleurs que dans la distribution équitable de la richesse au Canada. D'anciens trouveront peut-être cela drôle, mais les personnes âgées et les invalides ne trouvent pas cela drôle du tout.

Et, comme je le disais dans un discours précédent, la loi sur l'assurance-chômage en elle-même—qu'on veuille bien considérer l'honnêteté de mes propos—est excellente. On verse des prestations jusqu'à concurrence de \$100 par semaine, ce qui indique que le gouvernement reconnaît qu'il est impossible de vivre avec moins au Canada. Cette loi, en elle-même, est excellente, mais lorsqu'on la situe dans un contexte social et économique dans lequel on est «poigné» pour vivre, nous devons conclure qu'il est plus rentable de travailler neuf mois par année et de toucher des prestations de bien-être social ou être en chômage le reste de l'année plutôt que de travailler 12 mois sur 12. On en est rendu au point où le chômage concurrence directement le travail. Et dans l'entretemps, la pauvreté et la richesse continuent de s'accroître au Canada et, entre les pauvres et les riches, il n'y a aucun contact.

Monsieur le président, notre excédent de production devrait être distribué équitablement à tous les Canadiens. Le Crédit social préconise un programme qui a pour but de combler en tout temps l'écart entre les prix des produits offerts aux consommateurs et la monnaie qui est entre les mains des consommateurs qui veulent se procurer ces produits fabriqués par eux. Il s'agit donc d'un système qui n'admet ni l'inflation ni la déflation, mais qui maintient automatiquement et mathématiquement l'équilibre entre la production et le pouvoir d'achat. Il met la monnaie au service de l'homme et l'oblige à remplir sa fonction, soit l'écoulement de la production à la satisfaction du consommateur, dans la mesure où le permettent les ressources de la nature et de l'industrie.

Le Crédit social, c'est une chose très drôle, mais je puis assurer la Chambre que le système que l'on défend depuis 100 ans n'est plus drôle du tout! Le Crédit social est aussi un ferme défenseur de la propriété, de l'entreprise privée. Mais toute entreprise privée a une fonction sociale à remplir, ce qu'accomplirait inévitablement un système financier conforme aux propositions créditistes, qui préconisent la justice distributive.

Et je dis au très honorable premier ministre (M. Trudeau) qu'il ne pourra jamais réaliser une société juste au Canada, à moins qu'il n'étudie les propositions relatives à la justice distributive. C'est se leurrer que de ne point songer à distribuer la richesse. La justice, qu'est-ce à dire? C'est distribuer équitablement ou porter le même juge-